

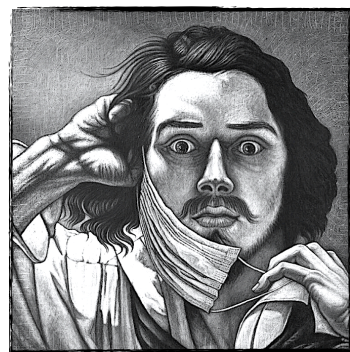


Se relever, s'organiser, lutter et vaincre !

Ce mauvais rêve dont nous peinons à nous arracher depuis des mois, cette séparation accomplie d'avec nos semblables sous l'empire de lois d'exception devenues la règle, nous laisse entrevoir le dessein que nourrit le capital pour les temps qui s'annoncent. «*Testés, tracés et isolés*», nous l'étions déjà auparavant ; aussi bien sur les lieux de notre exploitation quotidienne que dans les dédales de la recherche d'un emploi, à l'école ou au supermarché. La «*distanciation sociale*» est l'essence même du monde total et décadent de la marchandise ; un univers tourmenté jusqu'à la folie par ses propres contradictions. Les gilets jaunes l'avaient pressenti, retissant entre eux les liens indispensables à une contre-offensive de classe à la hauteur des enjeux qui se dressent face à nous.

La bourgeoisie nous fait la guerre

En aucun cas, l'épidémie de Covid et les répercussions politiques qui s'en suivirent ne relevaient de la fatalité. La marchandisation de nos existences s'accompagne depuis des années du démantèlement d'un système de santé sur lequel les travailleurs n'ont, du reste, jamais eu de prise. La bourgeoisie s'apprête désormais à l'achever et le dépecer en vue de sa mise prochaine sur le marché. Quand à *l'expertise scientifique*, l'extravagant spectacle auquel elle s'est livrée, l'argument d'autorité en bandoulière, a achevé de mettre en lumière les intérêts particuliers qu'elle assiste dans les faits.



Pris en défaut de soin, le pouvoir au sommet de l'Etat s'est saisi du chaos qu'il avait lui seul déclenché comme d'une opportunité pour rejouer l'unique carte qui lui reste dans la manche, celle de *l'Unité Nationale*. Sous le label *Conseil de défense et de sécurité nationale*, une coterie politico-militaire s'est arrogée le pouvoir de jongler avec la peur et la culpabilisation, infantilisant la population sous un déluge de mesures toutes plus liberticides les unes que les autres. Comme de bien entendu, ce sont les habitants des quartiers populaires qui furent d'abord montrées du doigt. De la répression des pratiques de solidarité dans les zones en déshérence à l'état d'urgence permanent ; du couvre-feu à la *Loi Sécurité Globale* ou celle sur *Le Séparatisme* ; du renforcement de l'arsenal de répression faisant de la France le pays le plus fliqué d'Europe, jusqu'au *Pass* prétendument *Sanitaire*, l'épidémie a offert à l'Etat un champ d'expérimentations à l'échelle du territoire en matière de contrôle social.

Partout sur la planète, les rêves du capital annoncent notre cauchemar

Pour autant, il serait simpliste de dénoncer cette politique comme l'oeuvre exclusive de Macron et de son gouvernement. Elle s'inscrit dans un cadre plus large, un cadre international et invalide de fait toute recherche de solution à caractère souverainiste, «patriotique» ou nationaliste.

Gageons que la *relance économique* vantée par la communication officielle ne sera qu'un éphémère phénomène de rattrapage. Elle se double d'une productivité accrue dans des conditions d'exploitations plus dégradées encore qu'avant l'épidémie. Celle-ci a donné un nouveau coup d'accélérateur à la restructuration désormais ininterrompue du capital. Les tendances en germe ou partiellement développées ont trouvé dans la réclusion à domicile et le contrôle généralisé un terrain fertile au coeur duquel prospérer, exacerbant les déséquilibres, la concurrence et l'instabilité à l'échelle de la planète. L'entreprise américaine Amazon a annoncé le triplement de ses bénéfices

nets au premier trimestre 2021. En France, durant la période, la situation a empiré pour au moins un salarié sur dix comme le reconnaît lui-même le ministère du Travail ; l'état de santé psychique s'est fortement détérioré pour nombre d'entre nous, notamment sous l'impact du télétravail dont on annonce prochainement, ironie de l'histoire, de grandes vagues de délocalisation ...

La sauvagerie du travail entraîne chez les salariés des réactions radicales mais encore isolées qui néanmoins portent en elles sa critique en acte. Aux Etats-Unis, en Angleterre et même en France, le phénomène des démissions de poste s'étend, touchant des dizaines de milliers de travailleurs quand ce n'est pas plusieurs millions comme outre Atlantique. Certes, ambivalentes et individuelles, ces réactions affirment toutefois qu'une existence digne d'être vécue ne s'accommodera jamais des sévices quotidiens du management, de l'exécution de tâches serviles et répétitives pour la production de services ou de marchandises aussi inutiles que nocives à notre équilibre personnel et collectif.

Se relever, s'organiser, lutter et vaincre !



Cela fera bientôt deux ans que l'éteignoir a été posé sur les mobilisations sociales alors qu'entre temps la pauvreté n'a cessé de se répandre. Comment faut-il l'expliquer, quand près de 30% de la population de ce pays ne peut désormais plus se procurer *une nourriture saine* et faire trois repas par jour. En une seule année, les demandes de RSA ont augmenté de 14 % et près de 10 millions de personnes vivent avec moins de mille euros par mois. Depuis le 1^{er} octobre, le gouvernement a réduit le montant des indemnités versées aux chômeurs sous prétexte de les « motiver » à chercher un emploi et les commis du patronat n'attendent qu'une fenêtre de tir pour achever le régime des retraites par répartition.

Pendant ce temps, le cirque présidentiel a pris le relais du feuilleton *sanitaire* qui, à la longue, peine à faire recette. Seule la mobilisation de l'été contre le *Pass* est parvenue à inquiéter un tant soi peu le pouvoir, craignant que ne se rejoue une mobilisation dont il ne contrôlerait ni les tenants ni les aboutissants. Ce ne sera finalement pas le cas, car aussi aberrant et inquiétant que cela soit, la contestation du contrôle social et l'occupation de la rue ne fut pas clairement disputées aux groupes réactionnaires et autres illuminés en tous genres ; hormis dans quelques rares endroits. Pourtant, c'est dans ce contexte, où des fractions de la petite bourgeoisie donnent de la voix, espérant naïvement échapper au tourbillon des contradictions capitalistes qu'il nous faut ferrailler. A nous de faire résonner à leurs oreilles un clair discours de classe et de solidarité internationale. Non pas sur les « réseaux sociaux », mais dans la rue, dans les boîtes, dans les quartiers et partout où c'est encore physiquement possible !

Aussi bien ici qu'ailleurs, la bourgeoisie et son Etat n'entendent plus négocier que notre reddition et notre soumission au chaos capitaliste dans lequel ils nous précipitent. Et *quelque chose dans le fond de l'air* nous laisse à penser que pavoisés de leur fallacieuse « *légitimité démocratique* », ils n'hésiteront pas à recourir à tous les moyens, sans exclusive, afin d'y parvenir ... La nécessité d'un nouvel horizon pour l'humanité s'impose donc avec acuité, mais cet espoir ne sortira pas des urnes, ni ici, ni ailleurs, ni demain, ni jamais.

Cette exigence politique remet la nécessité de la Révolution Sociale à l'ordre du jour !

La Mouette Enragée

Groupe Communiste Anarchiste de Boulogne-sur-mer

Contact : lamouette.enragee@wanadoo.fr Blog : <https://lamouetteenragee.noblogs.org>

